

Rapport d'investissement durable

Troisième trimestre 2020

Document marketing



Les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance sont désignés par l'acronyme ESG dans l'ensemble du rapport

Schroders



Sommaire

1

Introduction

12

Actionnariat actif

Tour d'horizon de nos votes par procuration sur la gouvernance d'entreprise

L'actionnariat actif dans la pratique : Normes de travail d'Amazon - intensification de notre engagement

Nos engagements auprès des sociétés pour promouvoir la diversité

Nos engagements en quelques chiffres

Nos votes en quelques chiffres

Ensemble des initiatives d'engagement auprès des entreprises

Progrès réalisés en termes d'engagements

2

Éclairage sur l'investissement durable

Les six changements que va devoir opérer le monde de l'entreprise

Qu'est-ce que le Green Deal de l'UE et quel impact peut-il avoir sur les entreprises ?

Comment quantifier l'impact des entreprises sur la société : explication de notre outil SustainEx, plusieurs fois primé

Enquête Schroders Global Investor : Valeurs morales, argent et niveau de conscience sociale que les investisseurs attendent des entreprises

Tour d'horizon des articles de notre rubrique Éclairage sur l'investissement durable



Alors que beaucoup d'entre nous revenaient d'une pause estivale pour le moins hors norme, il n'a pas fallu longtemps avant que l'on nous parle de la perspective d'une deuxième vague de Covid-19. Il est trop tôt pour dire quels enseignements ont été tirés. Ce que nous savons, c'est que les répercussions de la pandémie se feront sentir pendant de nombreuses années.



Hannah Simons

Responsable de la stratégie d'investissement durable

Nos « vérités incontournables » sont les facteurs économiques et perturbateurs identifiés par Schroders avant la pandémie comme déterminants dans les perspectives à moyen terme des économies et des marchés.

Ces vérités prévoient un ralentissement de l'économie et des perturbations sans précédent, et la nécessité de procéder à une sélection active des titres et à la gestion des risques.

La durabilité sera fondamentale pour comprendre ce changement. Andy Howard (responsable mondial de l'Investissement durable) et Seema Suchak (responsable de la recherche ESG) ont identifié différents domaines dans lesquels les entreprises devront changer. Nous les analysons dans le premier article de notre rapport sur l'investissement durable du troisième trimestre 2020.

Par ailleurs, du fait de la pandémie de Covid-19, de nombreuses assemblées générales annuelles (AG) de sociétés se sont tenues à distance. Daniel Veazey, responsable des analystes en gouvernance d'entreprise, partage ses réflexions sur certaines des tendances clés que nous avons observées au cours de cette dernière saison de vote par procuration.

Le vote constitue un élément clé de notre approche de l'actionnariat actif ; c'est l'un des outils dont nous disposons pour mettre les entreprises face à leurs responsabilités. Nous revenons sur le parcours de notre engagement auprès d'Amazon et l'influence qu'il a eue sur notre décision de nous exprimer en votant contre la direction à l'AG 2020.

La pandémie de Covid-19 a placé l'investissement durable, et notamment la partie « S » ou « social » de l'acronyme ESG (environnemental, social et de gouvernance) sur le devant de la scène. Les questions environnementales n'ont toutefois pas été oubliées.

Les plans de relance et de redressement mis en place par les gouvernements mettent clairement une reprise verte au cœur de la solution. Catherine Macaulay, l'une de nos analystes en investissement durable, nous explique le Green Deal de l'UE, qui vise à faire de l'Europe un continent neutre pour le climat d'ici 2050.

Comprendre comment les politiques qui en découlent peuvent affecter les industries et les entreprises sera la clé de l'analyse et de la prise de décision des investisseurs et, dans le cadre de ses travaux, Catherine identifie quatre thèmes d'investissement qui ont le potentiel d'offrir des opportunités aux entreprises.

Notre dernière enquête Schroders Global Investor montre à quel point l'investissement durable est important pour les investisseurs du monde entier. Chaque année, nous menons une enquête auprès d'un échantillon d'investisseurs dans le monde pour connaître leur attitude vis-à-vis de l'investissement durable.

Cette année, les répondants nous ont déclaré que leurs valeurs influencent de plus en plus leurs décisions d'investissement et que le domaine le plus important sur lequel les entreprises doivent se focaliser est la responsabilité sociale. Ce n'est qu'une question de temps avant que ces préférences commencent à attirer des flux d'actifs importants vers l'investissement durable.

Dès lors, les investisseurs se demanderont de plus en plus comment quantifier l'impact de leurs investissements. Nous avons créé un outil, SustainEx, pour aider les investisseurs dans leur démarche. Il quantifie les impacts sociaux et environnementaux des entreprises individuelles, des secteurs et des zones géographiques. Dans ce rapport, nous décrivons cet outil et la façon dont il est utilisé par les investisseurs.

Enfin, nous faisons le point sur certains de nos engagements récents en matière de mixité, un domaine qui a longtemps été privilégié chez Schroders. La diversité est source d'idées et d'expériences nouvelles. Les individus apprennent les uns des autres et la diversité des idées et des perspectives permet de trouver de meilleures solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous pensons que la diversité est également un facteur de réussite à long terme pour une entreprise.

Nous espérons que vous trouverez ce rapport informatif et pertinent. Pour vous tenir informé de nos dernières recherches sur divers sujets, consultez notre [page Internet dédiée à l'investissement durable](#).



Éclairage sur l'investissement durable

Les six changements que va devoir opérer le monde de l'entreprise

Nous examinons six domaines clés qui laissent entrevoir une évolution du rôle des entreprises dans la société face à des « vérités incontournables ».



Andrew Howard

Responsable mondial de l'Investissement durable



Seema Suchak

Responsable de la recherche en développement durable

Il est clair que les effets de la pandémie de Covid-19 se répercuteront longtemps après la fin de l'épidémie.

Nos « vérités incontournables » sont les facteurs économiques et perturbateurs identifiés par Schroders avant la pandémie comme déterminants dans les perspectives à moyen terme des économies et des marchés.



Covid-19 : les vérités incontournables auxquelles sont confrontés les investisseurs

Même à cette époque, elles prédisaient un ralentissement de l'économie et des perturbations sans précédent, et laissaient entendre qu'une sélection active des valeurs et une gestion active des risques seraient essentielles.

Nous expliquons en quoi le développement durable sera fondamental pour progresser, en examinant six domaines clés qui pointent vers une évolution du rôle des entreprises dans la société.

1. Réécriture des contrats sociaux : les entreprises responsables « vertueuses » surperformeront les entreprises « répréhensibles »

L'attention que portent actuellement les consommateurs sur le rôle des entreprises dans la société et sur l'écart entre les « pieuses » et les « pécheresses » devrait s'intensifier.

Nous pensons que les entreprises adoptant une perspective à long terme sont plus susceptibles de se comporter de manière responsable envers leurs collaborateurs, de réorienter leurs capacités vers les enjeux sociaux et de soutenir les efforts de relance.

Nous pensons également que ces entreprises « pieuses » ont de meilleures chances de se maintenir, voire de surperformer, une fois la crise passée.

2. Les entreprises doivent être mieux préparées pour les événements dits « cygne noir »

La question de savoir si la pandémie de Covid-19 était un « cygne noir » inattendu ou non a fait débat.

Les événements tels que les attaques terroristes, les perturbations politiques, les catastrophes naturelles et d'autres risques climatiques deviennent plus profonds et plus rapides, rendant les événements dits « cygne noir » plus fréquents.

L'exposition aux menaces pandémiques, au risque climatique physique, au stress hydrique et aux risques socio-politiques doit être évaluée.



3. Repriorisation politique : les gouvernements vont être sous pression pour lutter contre les problèmes sociétaux

Sous la pression de la crise, les pouvoirs publics sont appelés à lutter contre les inégalités croissantes au sein des sociétés.

Nous pensons que les politiques de santé, d'éducation, d'emploi et d'autres politiques sociales feront l'objet d'une plus grande attention à l'avenir.

En surveillant l'évolution des réglementations liées aux différents sujets et secteurs, nous pouvons aider à identifier les entreprises confrontées à des risques plus importants.

En tant qu'investisseurs, nous pouvons ensuite analyser et interroger directement les entreprises sur leur exposition et leur état de préparation.

4. Protection des salariés : soutenir les travailleurs vulnérables

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence des lacunes en matière de protection des salariés. Un nombre croissant de travailleurs occupent des fonctions économiques temporaires ou précaires sans bénéficier d'avantages tels que les congés maladie, l'assurance maladie ou les prestations de retraite.

Notre analyse suggère que l'accent mis par les entreprises sur les prestations de base, telles que les congés maladie et l'assurance maladie, sera de plus en plus essentiel pour leurs licences d'exploitation.

Nos outils ESG propriétaires incluent une gamme de mesures pour évaluer la capacité des entreprises à s'adapter à l'importance et l'influence croissantes des employés.

5. Mondialisation sous pression : changements structurels à long terme dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

Les entreprises doivent avoir à la fois une visibilité et une agilité dans la supervision de leurs chaînes d'approvisionnement, ainsi que des investissements suffisants dans les systèmes technologiques pour aider à gérer leurs performances.

Les chaînes d'approvisionnement se sont localisées pendant la pandémie de Covid-19 et nous prévoyons des changements structurels à long terme.

À l'échelle de chaque entreprise, nous pouvons analyser la menace de perturbation de la chaîne d'approvisionnement qui pèse sur certaines de nos principales positions.

Notre évaluation des délais de paiement des fournisseurs fait apparaître les entreprises qui comptent parmi les plus lentes à payer.

6. Adoption de la technologie : vers des changements sur le lieu de travail et de nouveaux canaux de vente (mais il existe des risques)

La vie numérique a été accélérée. La crise a contraint de nombreux chefs d'entreprise à privilégier à nouveau le travail à distance et à renforcer les outils numériques.

La pérennité de ces nouvelles habitudes dépend en grande partie de la sécurité. Les lancements des plates-formes technologiques ont été précipités, ce qui a pu causer des raccourcis dans les protocoles de sécurité des données.

L'évaluation de la gestion des risques des entreprises des secteurs concernés permet d'établir des comparaisons au sein des groupes de référence.

Les entreprises qui ont investi dans une bonne technologie et un leadership en matière de sécurité des données seront les moins exposées aux amendes et aux mauvaises expériences des clients.

Conclusion : la durabilité sera fondamentale pour progresser

La crise de la Covid-19 a été un bouleversement structurel et pourrait transformer fondamentalement la façon dont les entreprises interagissent avec leurs parties prenantes sur le long terme.

Elle a mis en exergue l'importance de l'analyse, de la mesure et de l'engagement en matière d'ESG (environnement, social et gouvernance).

Grâce à nos outils d'analyse propriétaires, nous pouvons appuyer sur les données relatives aux tendances mondiales et sur les données des entreprises pour déterminer quels secteurs et quelles entreprises sont les plus solides.

Et en tant qu'investisseur actif, nous interpellons activement celles qui, selon nous, ne répondent pas aux attentes des parties prenantes.



Vous souhaitez en savoir plus ?

Vous trouverez notre article complet de 10 pages [ici](#)





Éclairage sur l'investissement durable

Qu'est-ce que le Green Deal de l'UE et quel impact peut-il avoir sur les entreprises ?

Le Green Deal de l'UE est un cadre politique et un paquet de mesures qui visent à transformer l'économie européenne avec l'objectif global d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 et de fixer des objectifs de réduction des émissions plus ambitieux que ceux d'aujourd'hui



Catherine Macaulay

Analyste en investissement durable

Annoncé en 2019, ce projet pluriannuel créera des politiques nouvelles et remaniera les politiques existantes, avec notamment la proposition d'une loi européenne sur le climat, la toute première dans ce domaine. Ce plan est ambitieux, vaste et touchera quasiment tous les secteurs de l'économie.

De plus, il met l'accent sur les politiques et les stratégies visant à assurer l'approvisionnement en énergies propres et à des prix raisonnables, à établir une économie circulaire, à éliminer la pollution, à protéger la biodiversité et à créer des systèmes alimentaires et de transport durables.

Une combinaison de politiques financières et relatives à l'économie réelle¹ a été proposée pour atteindre cette ambition climatique. Les éléments principaux sont récapitulés ci-dessous, mais il existe une liste beaucoup plus longue (~50) de politiques et initiatives connexes.

Figure 1 : Réformes financières et de l'économie réelle

Réformes financières	Réformes de l'économie réelle
Plan d'investissement pour une Europe durable Mis en place pour mobiliser les investissements publics et attirer les capitaux privés par le biais d'instruments financiers de l'UE	Énergies propres Industrie durable Rénovation des bâtiments Transports propres
Renouvellement de la stratégie sur la finance durable Vise à fournir une feuille de route pour orienter les capitaux privés vers des projets verts	Systèmes alimentaires durables Biodiversité Économie circulaire

Source : Schroders

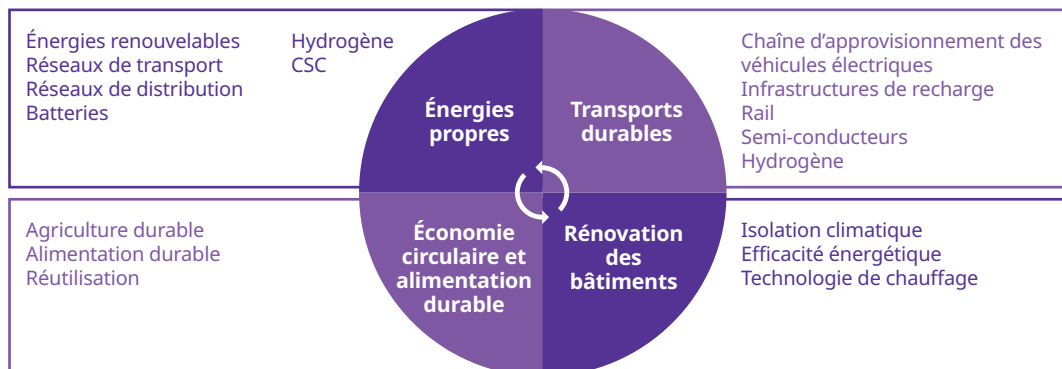
Quelles sont les conséquences sur l'investissement ?

Nous pensons que le Green Deal aura des conséquences structurelles importantes pour l'économie de l'UE dans les décennies à venir ; il aura des répercussions sur tous les aspects de notre vie, que ce soit la façon dont nous produisons et consommons l'énergie, nous nous déplaçons, nous chauffons nos logements, et même sur nos habitudes alimentaires.

Cela offrira d'importantes opportunités dans les secteurs et les entreprises qui sont bien positionnés pour profiter de la transition.

Nous pensons que les principaux domaines d'action autour desquels s'articule le Green Deal peuvent être regroupés en quatre thèmes d'investissement clés. Pour les investisseurs, il sera essentiel de comprendre l'incidence de ces politiques sur les secteurs et les entreprises pour pouvoir analyser et prendre des décisions.

Figure 2 : Quatre principaux thèmes d'investissement



Source : An industry infected, FAIRR, juin 2020.

1 L'économie réelle désigne la production et les flux de biens et de services au sein d'une économie.



Comment quantifier l'impact des entreprises sur la société : explication de notre outil SustainEx, plusieurs fois primé

Les entreprises contribuent à la société et lui imposent des coûts qui ne sont pas pris en compte dans leurs états financiers



Vicki Owen
Éditorialiste



Hannah Simons
Responsable de la stratégie d'Investissement durable

Les entreprises ont des effets à la fois positifs et négatifs sur la société. Le problème est que ces effets ne sont pas toujours reflétés dans leurs états financiers.

Toutefois, du fait de l'attention croissante dont sont l'objet les effets des entreprises sur l'environnement et la société dans son ensemble, les gouvernements et les régulateurs commencent à imposer des mesures restrictives. Parallèlement, les attentes du public vis-à-vis des entreprises évoluent. Par conséquent, les entreprises doivent de plus en plus en assumer les coûts.

Nous l'avons déjà constaté au cours de la dernière décennie avec la hausse des salaires minimums et l'introduction de taxes carbone.

Cela soulève la question de savoir comment mesurer ces impacts et quel serait leur poids dans le bilan des entreprises.

L'outil SustainEx de Schroders, plusieurs fois primé, est conçu pour répondre à cette question.

Hannah Simons, responsable de la stratégie d'Investissement durable de Schroders, décrit cet outil et ce qu'il peut nous apprendre.

Pourquoi Schroders a-t-il créé SustainEx ?

Essentiellement, SustainEx attribue une valeur financière à tous les impacts produits par les entreprises sur la société. Nos gérants de portefeuille peuvent alors intégrer ces risques et considérations dans leur processus de prise de décision d'investissement.

Nous avons constaté que la plupart des approches existantes étaient axées sur les impacts négatifs ou positifs qu'une entreprise crée, sans jamais les combiner. Nous voulions construire un outil qui couvre tous les aspects et nous donne une vision équilibrée des effets favorables et défavorables produits par une entreprise sur la société.

Quels sont les impacts couverts par SustainEx ?

Nous avons fait la liste de toutes les parties prenantes avec lesquelles une entreprise interagit – l'État, l'environnement, les clients, les employés et les collectivités – et des activités qui les affectent. Dans un monde idéal, SustainEx devrait suivre tous les effets qui existent. Cependant, pour que les résultats de l'outil soient exploitables, nous avons réduit cette liste à une quarantaine d'effets répondant aux critères suivants : quantifiable, attribuable, publié et transparent.

Comment quantifiez-vous le coût social ?

Le processus associe une analyse théorique et des données d'entreprises. Lorsque nous avons lancé SustainEx, nous avons étudié plus de 400 articles de recherche universitaire. Ce nombre est proche de 800 aujourd'hui.

Nous analysons également 70 données pour chaque entreprise afin de nous aider à convertir les coûts sociaux en « dollars ».

SustainEx couvre plus de 10 000 sociétés à travers le monde et nous pouvons également comparer les impacts d'un secteur à l'autre.

C'est un outil systématique et robuste.

Quel est le résultat final ?

Les résultats de SustainEx nous indiquent la « valeur sociale » d'une entreprise en pourcentage des ventes ; par exemple, si une entreprise a un score de +5 %, cela signifie que pour un chiffre d'affaires de 100 \$, l'entreprise génère un impact positif global sur la société équivalent à 5 \$.

Impacts sociaux mesurés par l'outil SustainEx



Source : Schroders

Quels sont les coûts et bénéfices sociaux les plus importants ?

La connectivité et l'innovation génèrent des scores vraiment positifs, tandis que le tabac, les émissions de carbone et l'instabilité financière figurent parmi les coûts les plus importants pour la société.

SustainEx nous aide à identifier les principaux risques liés à la durabilité, mais ne nous indique pas nécessairement comment les entreprises gèrent ces risques. Pour cela, nous disposons d'un autre outil propriétaire, CONTEXT.

Outre évaluer les impacts globaux, quelles sont ses autres utilités ?

Tout comme pour les entreprises ou les secteurs, nous pouvons analyser un portefeuille individuel par rapport à son indice de référence.

Les coûts ou les bénéfices économiques étant mesurés séparément par entreprise, nous pouvons les combiner de différentes manières, par exemple, en attribuant chaque impact à une catégorie pertinente des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies (les populations, la planète, la prospérité ou la paix), en les associant aux parties prenantes concernées ou en les répartissant dans les trois catégories « ESG » (environnemental, social ou gouvernance).

Le coût total reste le même, c'est simplement l'angle sous lequel vous le regardez qui change.

Sur quoi l'équipe travaillera-t-elle ensuite ?

SustainEx permet aux gérants de fonds et à nos clients – fonds de pension, compagnies d'assurance, gestion de patrimoine, investisseurs finaux – de comprendre l'impact de leurs investissements sur les différents risques liés à la durabilité.

La capacité d'analyser les résultats sous diverses perspectives permet à des personnes ayant différentes priorités d'exploiter les données de la manière qui leur est la plus utile.

Nous élargissons actuellement son application pour inclure l'État. Nous pouvons examiner la contribution positive ou négative des pays aux défis ou aux avancées dans le monde.

Nous développons également un outil complémentaire à SustainEx qui aide nos clients à comprendre la contribution de leur portefeuille à des ODD spécifiques des Nations unies.

La plateforme propriétaire de Schroders, SustainEx, a été lancée en 2018 pour quantifier les impacts des entreprises, des secteurs et des zones géographiques.

Il a depuis été primé plusieurs fois. Il a notamment reçu le Prix pour la Mesure d'impact/Reporting d'impact lors de la première édition des prix IMPACT décernés par Environmental Finance cette année et le Prix pour l'innovation (Recherche et méthodologie) lors des Sustainable & ESG Investment Awards 2020.





Enquête Schroders Global Investor : Valeurs morales, argent et niveau de conscience sociale que les investisseurs attendent des entreprises

La durabilité est l'un des domaines d'investissement les plus dynamiques aujourd'hui.

Jo Marshall

Éditorialiste

L'attitude des investisseurs vis-à-vis de la durabilité évolue en permanence et nos enquêtes Global Investor Studies procurent des informations inestimables sur les points de vue et les priorités de plus en plus sophistiqués de nos clients.

Cette année, nous avons interrogé plus de 23 000 investisseurs dans 32 localisations entre le 30 avril et le 15 juin. Selon cette enquête, un « investisseur » correspond à toute personne envisageant d'investir au moins 10 000 euros (ou une somme équivalente) au cours des 12 prochains mois et ayant modifié ses placements au cours des dix dernières années.

Valeurs morales ou argent ?

L'un des résultats les plus frappants cette année est que les principes et les valeurs ont une influence majeure sur les décisions d'investissement des personnes interrogées, qui sont nombreuses à considérer que la durabilité peut créer des perspectives d'investissement plus solides.

77 % des personnes qui ont répondu à notre enquête refuseraient de compromettre leurs convictions personnelles même si des rendements plus élevés étaient possibles. Ce chiffre atteint 82 % pour les personnes de plus de 50 ans.

Les investisseurs de toutes les tranches d'âge qui seraient prêts à faire des compromis ne le feraient que si les rendements étaient supérieurs à 20 %. Cela représente presque le double du rendement annuel moyen attendu par les investisseurs au cours des cinq prochaines années.

Pour ce qui est des pays, les données suggèrent que les Chinois sont les plus engagés à investir selon leurs convictions personnelles, 90 % des répondants refusant de sacrifier leurs valeurs lorsqu'ils investissent. Les investisseurs aux États-Unis et à Singapour se situent à l'opposé : un tiers d'entre eux investirait contre leurs convictions en échange de rendements plus élevés.

Quel niveau de conscience sociale les investisseurs attendent-ils des entreprises ?

Il ressort clairement que la durabilité est importante pour les investisseurs. La durabilité couvrant un éventail tellement large d'enjeux, nous avons demandé aux investisseurs de classer par ordre de priorité les domaines qu'ils estiment les plus importants.

L'impact des entreprises sur les communautés et la société arrivait en tête des priorités ; l'enquête révèle que 70 % des répondants considèrent les facteurs sociaux comme d'une importance clé. Dans des proportions légèrement inférieures, ils font également mention des enjeux environnementaux (67 %) et du traitement du personnel (66 %). Il est intéressant de noter que la responsabilité sociale était également la plus citée en matière d'incidence sur la performance.





Comportements des entreprises jugés les plus importants et comportements ayant le meilleur impact sur la performance

Comportements	Pourcentage d'investisseurs jugeant ce comportement « très important »	Pourcentage d'investisseurs estimant que ce comportement aura un impact très positif sur la performance
Responsabilité sociale (p. ex., impact sur les communautés et la société, etc.)	70 %	68 %
Attention portée aux enjeux environnementaux (par ex., émissions, utilisation d'énergies renouvelables, impact de l'activité sur les écosystèmes)	67 %	66 %
Traitement du personnel	66 %	67 %
Réduction de l'écart de rémunération entre les sexes	59 %	59 %
Réduction de l'écart de rémunération entre les cadres supérieurs et les autres employés	56 %	58 %
Diversité des effectifs de l'entreprise (p. ex., genre/ethnie/âge/sexualité/origine socio-économique)	52 %	56 %

Chacun a un rôle à jouer dans l'atténuation du changement climatique

Sur le thème du changement climatique, nous avons demandé qui devrait être responsable de la lutte contre ce problème planétaire.

Près de 70 % des répondants ont cité les gouvernements nationaux et les régulateurs, mais bon nombre des autres propositions n'étaient pas loin derrière. Ce qui ressort clairement des résultats, c'est que parmi les institutions, les gouvernements, les entreprises ou les individus, aucun de ces groupes ne doit porter seul la responsabilité. Nous avons tous un rôle clé à jouer.

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête sont très encourageants. Les investisseurs cherchent de plus en plus à contribuer à une société plus durable par le biais de leurs investissements. Nous cherchons à la fois à générer des rendements pour les investisseurs et un meilleur impact pour la société dans son ensemble, mesurer et suivre les progrès reste donc essentiel. Pour en savoir plus sur notre approche pour attribuer une valeur financière aux impacts qu'ont les entreprises sur la société, veuillez vous consulter à la [page 6](#) du présent rapport.



Éclairage sur l'investissement durable

Tour d'horizon des articles de notre rubrique Éclairage sur l'investissement durable

Voici un récapitulatif des articles du troisième trimestre sur l'investissement durable, qui couvrent des sujets aussi variés que les mesures prises par les entreprises pour limiter la pandémie de plastique ou ce qu'impliquerait l'élection de Joe Biden pour les investissements dans le changement climatique.

Les ambassadeurs du changement durable : quel niveau de conscience sociale les investisseurs attendent-ils des entreprises ?



Les entreprises en font-elles assez pour limiter la pandémie de plastique ?



Tableau de bord du changement climatique : un réchauffement de 3,9 °C malgré la crise de la Covid-19



Le coronavirus souligne l'importance de la relation employeur-employé



La demande de pétrole a-t-elle déjà atteint son pic ?



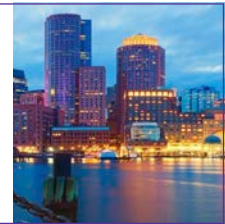
Le nouveau visage du risque cyber dans un univers post-Covid



Les avantages du travail flexible pour les investisseurs



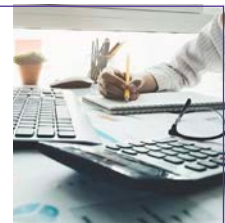
Questions-réponses : Quel est l'impact de la Covid-19 sur les villes mondiales ?



Quelles sont les incidences des mesures anti-obésité et de la Stratégie alimentaire nationale (National Food Strategy) pour les entreprises



Que font les « épargnants accidentels » avec leur épargne surprise ?



Pourquoi l'évaluation de la durabilité est trop importante pour être sous-traitée



Pourquoi les investisseurs doivent se montrer vigilants sur le sucre



Les investisseurs sont-ils plus motivés par la morale ou par l'argent ?



Questions-réponses : Pourquoi les camions électriques pourraient aider l'UE à atteindre ses objectifs en matière de CO2



Tout ce que vous devez savoir sur l'investissement durable



Qu'impliquerait l'élection de Joe Biden pour les investissements dans le changement climatique ?



Comment un gestionnaire d'actifs comme Schroders influence-t-il activement les sociétés dans lesquelles il investit ?



Tour d'horizon de nos votes par procuration sur la gouvernance d'entreprise



Daniel Veazey

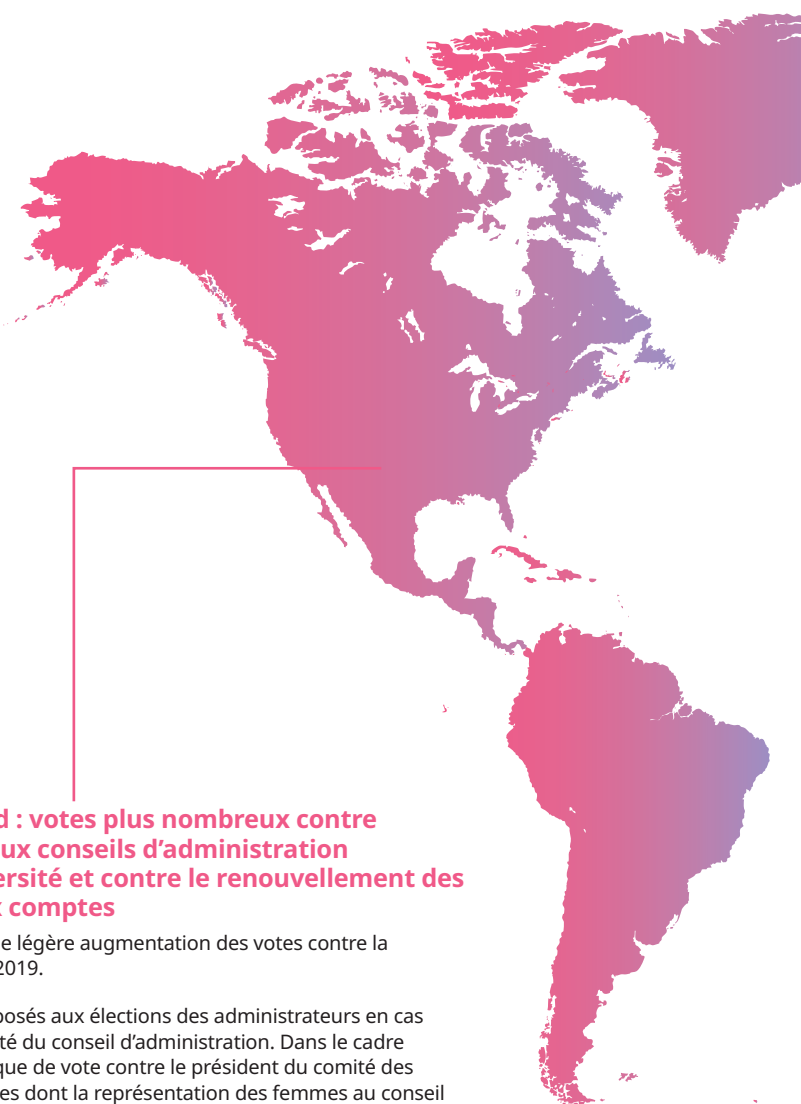
Responsable des analystes en gouvernance d'entreprise

Pour les actionnaires qui veulent avoir leur mot à dire sur la façon dont les sociétés cotées sont dirigées, le vote par procuration est une occasion à ne pas manquer.

Il va sans dire que cette année, la saison des votes a été particulière. La crise du coronavirus a rappelé l'urgence des questions environnementales, sociales et de gouvernance, et nombreux sont ceux qui souhaitent que le comportement des entreprises reste en observation.

La pandémie de Covid-19 a également obligé de nombreuses entreprises à organiser des assemblées générales virtuelles. Nous sommes habituellement favorables aux AG en présentiel, car elles encouragent les discussions ouvertes avec la direction, mais les assemblées virtuelles présentent également des avantages. Pour en savoir plus sur les AG virtuelles, veuillez vous référer à l'article d'Anastasia Petraki, responsable de la recherche en politiques publiques, ici.

Voici un aperçu de notre activité de vote par procuration dans le monde au troisième trimestre 2020 (du 1er juillet au 30 septembre).



Amérique du Nord : votes plus nombreux contre les nominations aux conseils d'administration manquant de diversité et contre le renouvellement des commissaires aux comptes

Cette saison a connu une légère augmentation des votes contre la direction par rapport à 2019.

Nous nous sommes opposés aux élections des administrateurs en cas d'insuffisance de la mixité du conseil d'administration. Dans le cadre de notre nouvelle politique de vote contre le président du comité des nominations d'entreprises dont la représentation des femmes au conseil d'administration est inférieure à 20 %, nous avons voté jusqu'à présent 71 fois contre le président du comité des nominations en 2020.

Durant cette saison, nous avons voté plus fréquemment contre la ratification des commissaires aux comptes en raison de la durée de leur mandat. Cette tendance s'explique par l'application de notre nouvelle politique de vote contre la reconduction des commissaires aux comptes lorsque le mandat est supérieur à 20 ans et qu'il n'y a pas d'engagement à lancer un appel d'offres à court terme.

Royaume-Uni : renoncement au bonus et vote contre les administrateurs « cumulards »

L'annulation des dividendes, le gel ou la baisse de la rémunération des dirigeants et le renoncement au bonus étaient parmi les sujets soulevés lors des discussions initiées avec les entreprises au cours de la période de juillet à septembre. Une baisse de la rémunération de l'équipe dirigeante pendant trois mois a été un thème récurrent.

Dans un environnement indéniablement difficile, si nous cherchons à soutenir les entreprises, nous avons également l'obligation de veiller à ce que leur viabilité à long terme ne soit pas compromise. Nous avons abordé la question des administrateurs « cumulards ».

Dans certains cas, cela nous a conduits à voter contre des personnes dont nous avons jugé qu'elles assumaient trop de mandats, surtout lorsqu'elles présidaient également des comités d'audit.

Asie : approche plus indulgente à l'égard des sociétés détenant une trésorerie pléthorique en raison de la pandémie

Les entreprises japonaises ont depuis longtemps été critiquées pour la faiblesse des dividendes distribués.

Nous votons généralement contre les propositions d'attribution de revenus lorsque le ratio de distribution de dividendes n'est pas satisfaisant.

Compte tenu des répercussions de la crise du coronavirus, nous avons mis en place une approche plus souple. Par conséquent, il y a eu moins de votes contre la direction sur les propositions de distributions – qui passent de 13 % en 2019 à 8 % en 2020.

Cependant, nous sommes toujours prêts à voter contre des résolutions de sociétés qui disposent d'une trésorerie abondante.

Europe : de nouvelles exigences font évoluer les politiques de rémunération

Les exigences concernant la politique de rémunération et le reporting ont été révisées et étendues dans la directive sur les droits des actionnaires II de juin 2019. Dans cette directive révisée, les actionnaires ont droit à plus de transparence et peuvent exercer leur droit de vote sur les rémunérations.

Nous avons considéré l'année 2020 comme une année de transition et serons plus exigeants vis-à-vis des entreprises l'année prochaine.

Ni la Belgique ni l'Allemagne n'ont respecté le délai de transposition de juin 2019.

Nous avons voté contre les résolutions relatives à la politique de rémunération de 32 entreprises suédoises en raison du manque de transparence, soit plus de 50 % du total des politiques de rémunération sur lesquelles nous avons voté.

Il faudra un certain temps aux petites régions pour s'adapter et rattraper la France et l'Espagne.

L'actionnariat actif dans la pratique : Normes de travail d'Amazon – intensification de notre engagement

Le terme « actionnariat actif » couvre les différents moyens utilisés par les investisseurs pour influencer activement le comportement des entreprises et les responsabiliser.



Elly Irving

Responsable de l'Engagement

Chez Schroders, notre approche est d'améliorer notre connaissance des entreprises, si nécessaire pour encourager le changement, et de mettre les entreprises devant leurs responsabilités en exerçant nos droits de vote.

Lorsque nous ne constatons pas suffisamment de progrès au regard de nos objectifs d'engagement, nous devons intensifier notre action pour faire entendre nos préoccupations. Nous le faisons par le biais de notre processus d'intensification schématisé ci-dessous, qui va des réunions régulières avec l'équipe dirigeante jusqu'au désinvestissement.

Nous présentons ici l'exemple de l'intensification de nos interventions auprès d'Amazon sur les problèmes soulevés - et comment après des actions d'engagement répétées, nous avons voté contre la direction lors de l'assemblée générale de 2020.

Critères pouvant déclencher un vote contre la direction

Un vote contre la direction peut être envisagé si les trois critères suivants sont respectés :

1. Des discussions avec la société sur le même sujet ont eu lieu à plusieurs reprises sur une période de cinq ans ou plus.
2. Nous avons conclu de notre propre évaluation qu'il s'agit d'un problème « significatif » sur lequel nous nous engageons (c'est-à-dire l'une des questions les plus importantes pour les parties prenantes).
3. Nous n'avons pas constaté de progrès.

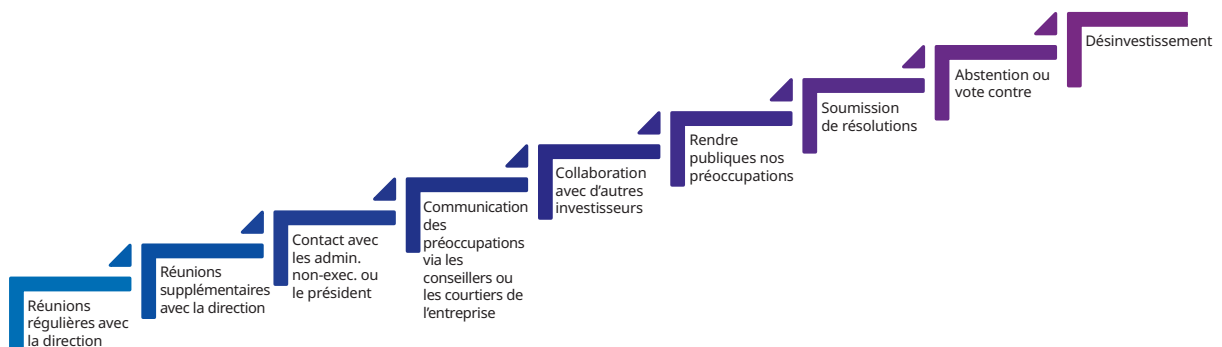
Nos engagements auprès d'Amazon

La réussite d'Amazon s'est accompagnée d'une augmentation spectaculaire de ses effectifs. Lorsque nous avons commencé à nous engager auprès d'Amazon sur les pratiques en matière d'emploi en 2015, la société comptait 230 800 employés. Elle emploie aujourd'hui 973 000 personnes.

Amazon est le 11^e employeur mondial et le quatrième employeur coté en bourse après la multinationale de distribution Walmart, l'entreprise de fast food McDonald's et le géant du pétrole et du gaz CNOOC.

Sur une période de cinq ans, Amazon a acquis la chaîne de supermarchés Whole Foods Market, augmenté le nombre de ses centres de distribution et connu une demande sans précédent, en particulier pendant la pandémie.

Notre processus d'intensification de l'engagement



Source : Schroders.

Les entreprises et secteurs mentionnés dans le présent document ne constituent pas une recommandation d'achat ou de vente de titres.

Depuis 2015, nous nous sommes engagés auprès d'Amazon 16 fois. Nos interactions avec le géant du commerce en ligne ont inclus :

- Engagements collectifs (en collaboration avec d'autres gérants de fonds) sur les questions climatiques, concernant plus particulièrement l'activité alimentaire d'Amazon
- Représentation des actionnaires dans des demandes groupées d'investisseurs portant sur la durabilité
- Discussions, en collaboration avec notre équipe du fonds Global Climate Change, sur l'utilisation de véhicules électriques dans tout son réseau de distribution
- Dialogue par e-mail sur la culture d'entreprise

Mais notre plus grande préoccupation a été que la transparence de la structure de la main-d'œuvre et les pratiques en matière d'emploi de l'entreprise n'ont pas été adaptées à la taille toujours croissante de ses effectifs.

Depuis le début de la pandémie de Covid -19, les pratiques d'Amazon en matière d'emploi ont suscité plus de critiques, et ce, à juste titre.

La grande majorité de nos engagements auprès de l'entreprise ont porté sur les normes de travail au sein de ses entrepôts.

Nous avons eu un entretien téléphonique avec Amazon en mars, et un autre en mai, à l'approche de l'assemblée générale de la société ce mois-là.

Si certaines améliorations sur les questions de durabilité ont été apportées dans l'ensemble, comme une transparence accrue et un engagement climatique ambitieux, nous avons estimé que nos préoccupations en matière d'éthique et d'emploi n'avaient pas été suffisamment prises en considération.

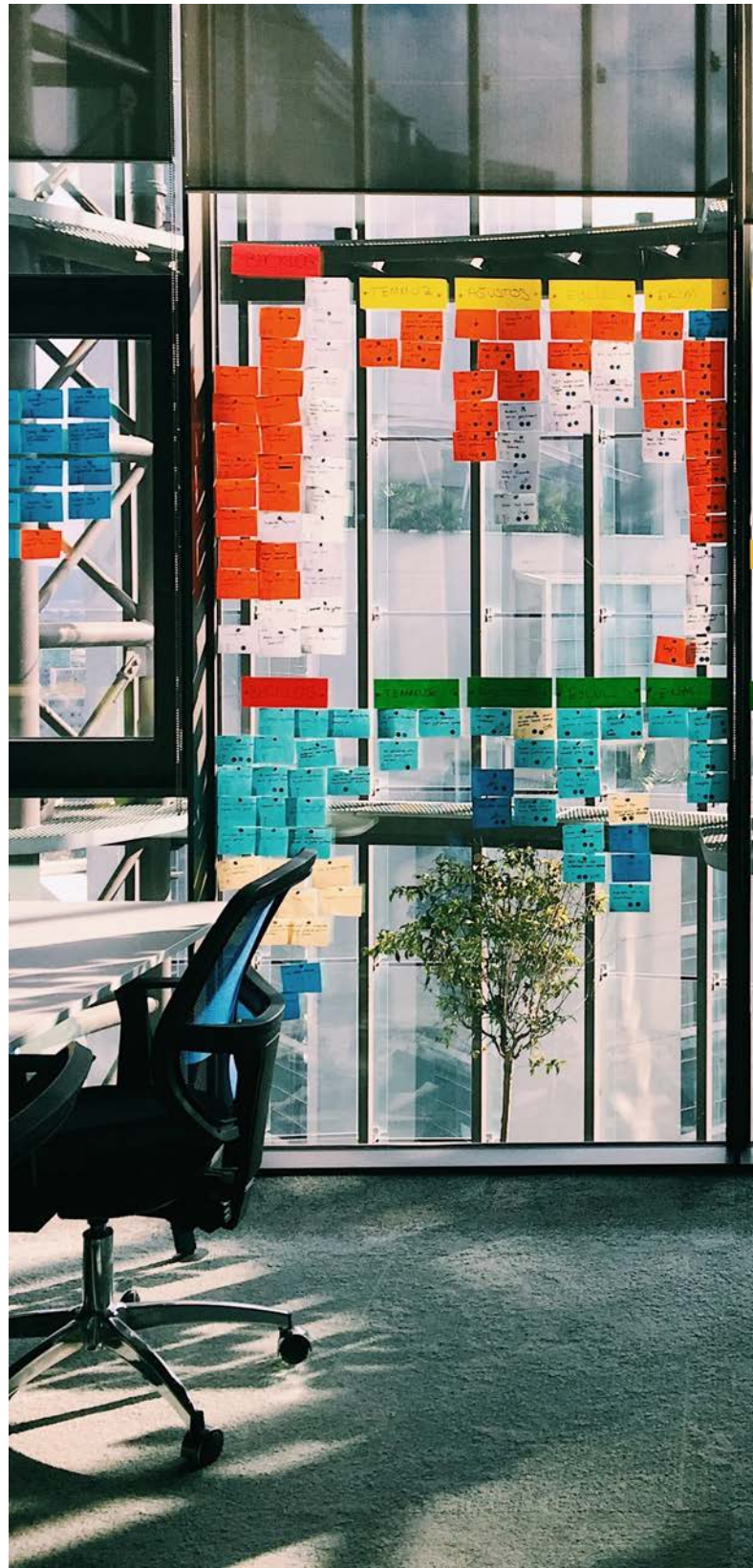
Notre opposition à la direction lors de l'AG 2020

Lors de l'AG de mai, nous avons soutenu six demandes d'amélioration des informations sur les questions d'emploi. Il s'agit de résolutions ou de recommandations émanant d'autres actionnaires en faveur desquelles nous avons voté. Pour la première fois lors d'un vote à l'AG de l'entreprise, nous avons voté contre la direction uniquement sur des questions sociales et non sur la gouvernance.

Nous avons communiqué nos intentions à la société. Nous avons intensifié notre action concernant nos préoccupations parce les progrès en matière d'informations relatives à la main-d'œuvre étaient insuffisants pour démontrer que les employés travaillent dans des conditions adéquates et que la sécurité des travailleurs est une priorité.

Nous avons voté contre la réélection du principal administrateur indépendant, personne la plus haut placée après le président-directeur général, Jeff Bezos.

Nous avons expliqué à la société que notre opposition marquait le début d'une période de 12 mois au cours de laquelle nous attendions des améliorations, et que nous envisagerions une intensification de notre engagement si aucun progrès n'était réalisé d'ici l'AG de 2021.





Nos engagements auprès des sociétés pour promouvoir la mixité

Nous pensons que la diversité est importante pour la stratégie et le succès à long terme d'une entreprise ; elle permet un débat plus constructif entre des perspectives et opinions divergentes et une meilleure représentation des parties prenantes.

Équipe Investissement durable

Nous pensons que la diversité est importante pour la stratégie et le succès à long terme d'une entreprise ; elle permet un débat plus constructif entre des perspectives et opinions divergentes et une meilleure représentation des parties prenantes.

Nous considérons que les entreprises et les conseils d'administration doivent pouvoir démontrer leur diversité en termes de genre, d'origine ethnique, d'orientation sexuelle et de pensée. Nous procédons régulièrement à des actions de vote et nous discutons avec les entreprises lorsque la performance ne répond pas à nos attentes.

Depuis le 1er trimestre 2015, nous avons engagé le dialogue avec plus de 180 entreprises sur des questions liées à la diversité. Bien qu'il reste encore beaucoup de terrain à parcourir, des signes de progrès suggèrent que des changements sont en cours. 21 % des entreprises ont mis en œuvre l'intégralité des changements recherchés.

Dans cette partie, nous explorons deux projets d'engagement récents couvrant à la fois la diversité tant au niveau du conseil d'administration que du personnel.

Mixité des conseils d'administration aux États-Unis

Si la question d'une représentation équilibrée des deux sexes dans les conseils d'administration est une préoccupation mondiale (voir figure 1) que nous abordons partout dans le monde, la lenteur des progrès aux États-Unis fait plus particulièrement l'objet de l'attention de notre équipe de

gouvernance d'entreprise depuis 2018. Le pourcentage de femmes administratrices nouvellement nommées aux conseils d'administration n'a augmenté que de 3,2 % depuis 2012.²

Les disparités entre les zones géographiques en matière de mixité peuvent être attribuées à plusieurs facteurs, allant de l'inertie culturelle à l'institution d'obligations de représentation minimale sur différents marchés.

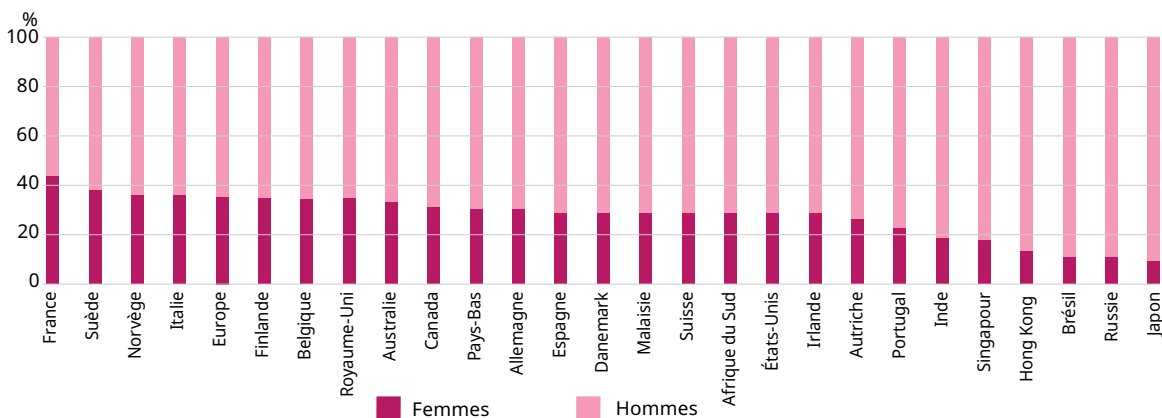
En 2018, alors que plusieurs quotas étaient institués ou prévus par l'État aux États-Unis, nous avons écrit à 40 des sociétés américaines de notre portefeuille ayant un conseil d'administration entièrement masculin afin d'accélérer les progrès sur le changement et le renouvellement des administrateurs. Nous les avons informées de notre intention de voter contre le président du Comité des nominations en cas d'amélioration insuffisante.

Nous avons souligné les bienfaits que la diversité de pensée pourrait apporter et recommandé diverses stratégies pour remédier aux obstacles aux progrès, notamment :

- Exiger une liste diversifiée de candidats
- Fixer des objectifs volontaristes en matière de diversité
- Accroître la taille du conseil d'administration pour inclure davantage de femmes
- Adopter des limites d'âge ou de durée de mandat pour remédier à une faible rotation des membres
- Procéder à des évaluations de la performance du conseil d'administration

2 Source : <https://www.egonzehnder.com/what-we-do/board-advisory/insights/2018-global-board-diversity-tracker-whos-really-on-board>

Figure 1 : % moyen de femmes au conseil d'administration



Source : BoardEx.

Plus de 75 % de ces entreprises ont depuis ajouté des femmes à leurs conseils d'administration. Par ailleurs, en 2018, nous avons modifié notre politique pour les groupes, portant à 25 % la représentation minimum des femmes.

Mixité dans les entreprises technologiques

Notre engagement à promouvoir une représentation des genres plus diversifiée et plus inclusive se s'arrête pas au conseil d'administration ; il doit également être une priorité au niveau des collaborateurs et de l'encadrement.

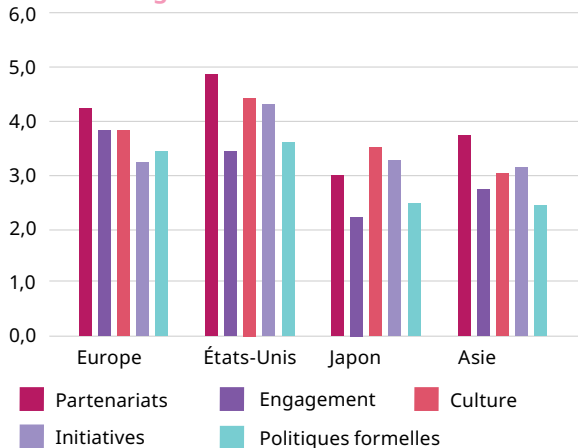
Depuis 2019, nous avons entamé un dialogue avec plus de 60 entreprises du secteur de la technologie en Europe, aux États-Unis et en Asie qui présentent une faible proportion de femmes parmi leurs employés et leurs cadres. Nous avons évalué ces sociétés sur la base des cinq bonnes pratiques suivantes :

1. Des stratégies d'acquisition de talents fondées sur la collaboration avec les universités et écoles supérieures de technologie
2. Un engagement fort des collaborateurs
3. Une solide culture d'inclusion
4. Des initiatives spécifiques de promotion de l'égalité des chances
5. Des politiques et engagements formels pour faciliter l'avancement professionnel

Nos interactions ont mis en évidence des disparités géographiques marquées, comme le montre la figure 2. Par exemple, les entreprises asiatiques semblent solides sur les partenariats avec les universités, mais sont peu axées sur les politiques de promotion ; pour ce qui est des entreprises américaines, elles obtiennent de bonnes performances sur les partenariats avec les universités, mais des mauvais résultats sur la diversité.

Nous prévoyons d'assurer un suivi auprès des entreprises peu performantes afin d'encourager l'alignement avec les meilleures pratiques. Nous avons déjà progressé dans cette voie avec une société technologique japonaise qui a introduit des objectifs de diversité suite à notre engagement auprès d'elle.

Figure 2 : Scores moyens sur les questions dans toutes les régions



Source : Schroders.

Les entreprises et secteurs mentionnés dans le présent document ne constituent pas une recommandation d'achat ou de vente de titres.

À l'avenir, nous continuerons d'accroître nos efforts pour promouvoir la diversité et l'inclusion sous leurs différentes formes par le biais de nos activités de vote et d'engagement. Nous nous engageons également à promouvoir la diversité des origines raciales et ethniques et nous prévoyons de contacter des entreprises sur différents marchés afin de mieux cerner leur approche de ces questions.

Recruit Holdings – Japon

Les membres des équipes Actions mondiales et Investissement durable de Schroders ont engagé le dialogue avec Recruit Holdings, une société technologique japonaise spécialisée dans la fourniture de services liés aux ressources humaines. Nous avons été en contact avec la société à plusieurs reprises entre 2018 et 2020 afin de l'encourager à ajouter des membres féminins et des administrateurs indépendants d'autres régions à son conseil d'administration. Recruit est une entreprise japonaise, mais nous pensons que la diversité des perspectives, des parcours et des expériences et expertises professionnelles est indispensable pour garantir que l'entreprise est bien équipée pour s'adapter dans son environnement commercial international et de plus en plus volatil.

Nos différentes interactions avec Recruit nous ont aidés à mieux comprendre les efforts considérables que l'entreprise déploie pour encourager l'inclusion, ce qui nous a permis de constater qu'elle dispose d'un processus solide pour constituer une réserve diversifiée de candidats pour le conseil d'administration, et nommer un plus grand nombre de femmes. En effet, suite à nos conversations, Recruit s'est fixé comme objectifs déclarés d'ajouter une femme à son conseil d'administration de six membres d'ici juin 2021 et de poursuivre sur cette lancée en en nommant une autre l'année suivante. La société a également fait entrer le premier étranger au conseil d'administration lors de l'AG de cette année.

Ces améliorations apportées à la structure de gouvernance d'entreprise de Recruit ont contribué à renforcer notre opinion sur la qualité de sa gouvernance et de son équipe de direction. Nous pensons que la société pourrait être leader sur le marché japonais et restons prudemment optimistes sur ses progrès en matière d'ESG. Nous continuerons de surveiller ses progrès.

Nos engagements en quelques chiffres

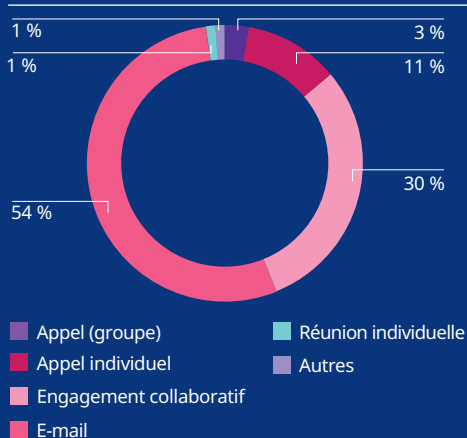
Un engagement hiérarchisé

Niveau	Périmètre	Nombre d'engagements
1	Engagements approfondis animés par l'équipe Investissement durable	48
2	Initiatives d'engagement animées par les analystes/gérants de fonds	32
3	Engagement collaboratif et communication des attentes aux entreprises	145
4	Influencer les entreprises en exerçant activement nos droits de vote sur l'ensemble de nos participations et en organisant des rencontres	3028
5	Participation du secteur et influence des politiques publiques	Rapport annuel

Engagement régional (niveaux 1 - 3)

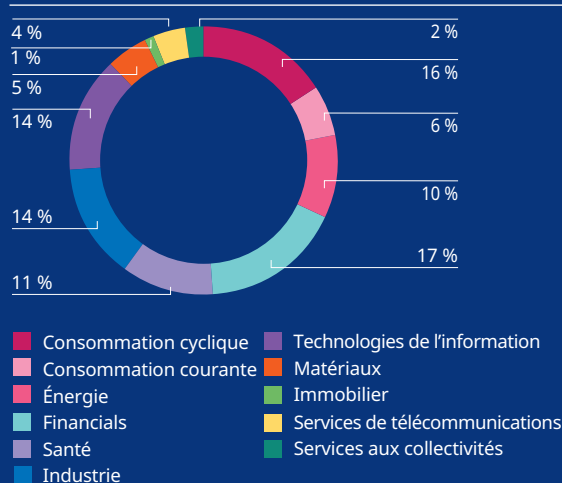


Type d'engagement (niveaux 1 - 3)



Source : Schroders, au 30 septembre 2020.

Engagement par secteur (niveaux 1 - 3)



Source : Schroders, au 30 septembre 2020.



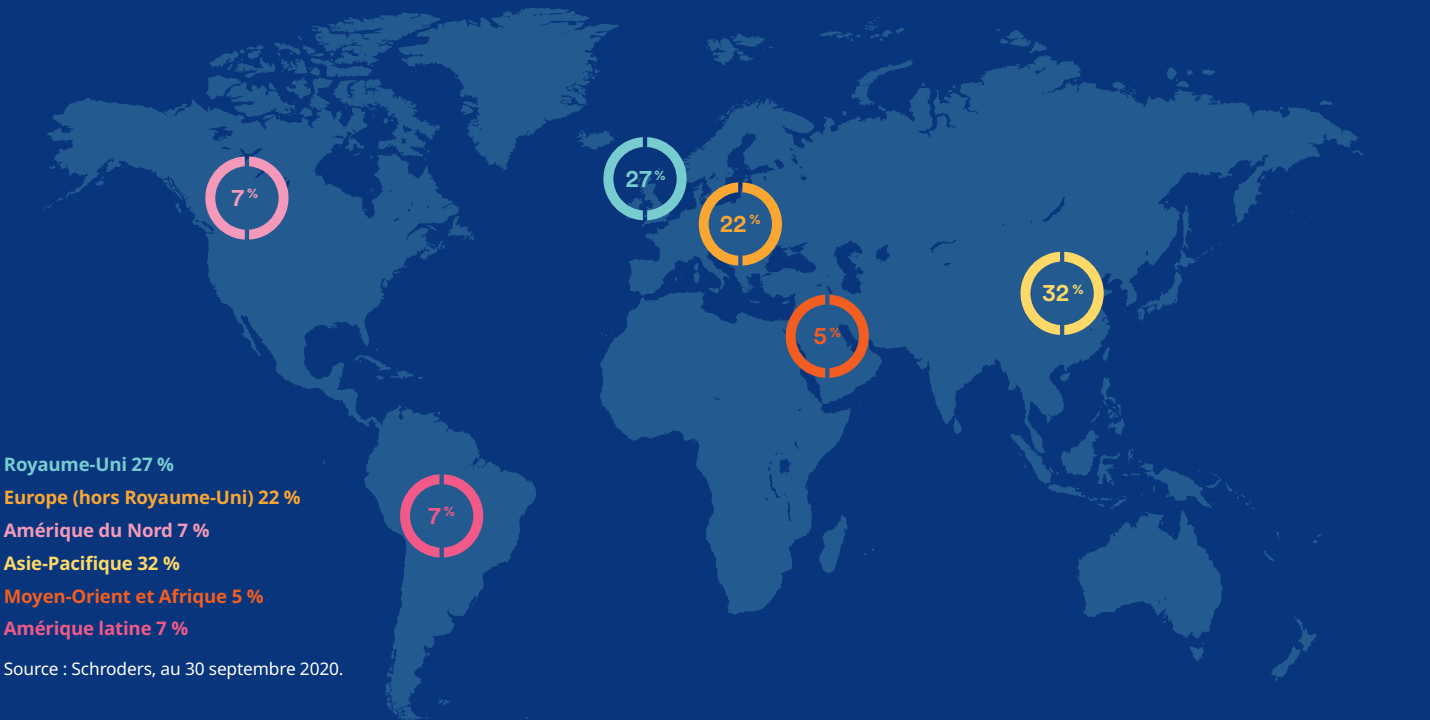
Nos votes en quelques chiffres

Nous pensons qu'il est de notre responsabilité d'exercer nos droits de vote. Nous évaluons ainsi les problématiques de vote liées à nos investissements et votons dans la droite ligne des responsabilités fiduciaires qui nous incombent vis-à-vis de nos clients. Nous votons l'ensemble des résolutions, sauf lorsque des restrictions s'appliquent (par exemple, à la suite d'un blocage des actions).

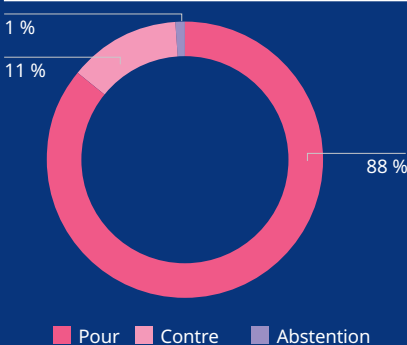
Ce trimestre, nous avons participé à environ **99,9 % des résolutions à voter lors de 931 assemblées**. Nous avons pris part au vote de **9 résolutions d'actionnaires en lien avec les facteurs ESG**, et avons voté dans le sens de la direction pour 2 d'entre elles.

Les graphiques ci-dessous permettent d'analyser les votes effectués par nos soins ce trimestre. Nos décisions lors des votes au Royaume-Uni sont consultables sur notre site Internet à l'adresse <https://www.schroders.com/fr/fr/consumer/strategic-capabilities/sustainability/disclosures/influence/>.

Votes lors d'assemblées d'entreprises

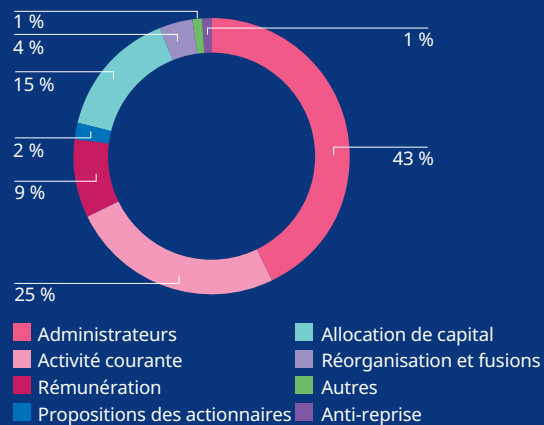


Orientation des votes ce trimestre



Source : Schroders, au 30 septembre 2020.

Raisons justifiant un vote défavorable ce trimestre



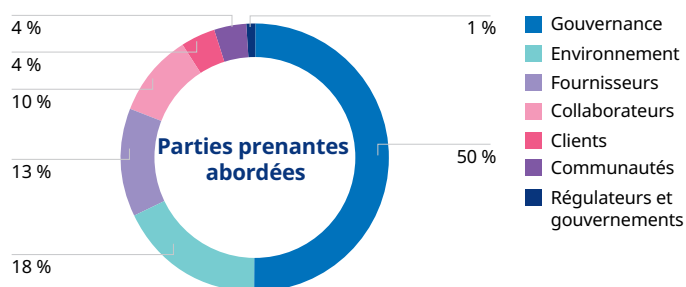
Source : Schroders, au 30 septembre 2020.

Ensemble des initiatives d'engagement auprès des entreprises

225 engagements de niveaux 1-3 ont été menés au cours du trimestre auprès des 208 entreprises énumérées ci-dessous. Le tableau ci-dessous indique si les divers sujets abordés avec chaque entreprise relevaient des questions « environnementales », « sociales » ou de « gouvernance ». Le graphique ci-contre classe les sujets abordés ce trimestre par partie prenante. Pour de plus amples informations sur les questions abordées et les réponses des entreprises, veuillez contacter votre Responsable Commercial.

Société	E	S	G
Consommation cyclique			
Accor		✓	
Adidas			✓
Alibaba	✓	✓	
BMW			✓
Compagnie Financière Richemont			✓
Continental		✓	
Daimler		✓	
Ford Motor	✓	✓	
General Motors			✓
Hilton Worldwide		✓	
Hyundai Mobis	✓	✓	
Hyundai Motor		✓	
London Quadrant	✓		
Magazine Luiza			✓
Marriott International		✓	
McDonald's		✓	
Multichoice			✓
Netflix	✓	✓	✓
Pets at Home			✓
Peugeot		✓	
Restaurant Brands		✓	
Royal Caribbean Cruises		✓	
Schaeffler		✓	
Sodexo		✓	
Sok Marketler Ticaret			✓

Répartition par partie prenante des engagements de niveau 1-3



Société	E	S	G
Starbucks			
Starbucks		✓	
Starts Corporation	✓	✓	✓
Toyota Motor		✓	
Volkswagen			✓
Whitbread			✓
YUM! Brands		✓	
Consommation courante			
Anheuser-Busch InBev	✓	✓	
Beiersdorf			✓
BRF Brasil Foods		✓	
British American Tobacco	✓	✓	
China Mengniu Dairy	✓		
Dino Polska			✓
Henkel KGaA			✓
Imperial Brands			✓
JBS	✓	✓	
Kroger	✓	✓	
Reckitt Benckiser		✓	
São Martinho			✓
Ulker Biskuvi			✓
Énergie			
BP		✓	
Chevron Texaco			✓
CNOOC	✓		
Ente Nazionale Idrocarburi		✓	
Equinor		✓	

Source : Schroders, 30 septembre 2020.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Exxon Mobil			✓
Halliburton		✓	
Idemitsu Kosan		✓	
JXTG		✓	
Koninklijke Vopak		✓	
National Oilwell Varco		✓	
Neste Oil		✓	
Occidental Petroleum		✓	
OMV		✓	
Petrobras Distribuidora			✓
Petrobras			✓
Phillips 66		✓	
Repsol		✓	
Royal Dutch Shell		✓	
Schlumberger		✓	
Tenaris		✓	
Total		✓	
Finance			
Allianz			✓
American Express Co			✓
Accent Capital	✓		
Bank Hapoalim		✓	✓
Bank of America			✓
Barclays	✓		
BBVA	✓		
BlackRock			✓
Bromford Housing Association	✓		
CaixaBank	✓	✓	✓
Citigroup			✓
Clarion Housing	✓		
Deutsche Bank			✓
Deutsche Boerse			✓
Deutsche Postbank			✓
Futures Treasury	✓		
Housing 21	✓		
HSBC			✓

Société	E	S	G
IRB Brasil Resseguros			✓
JP Morgan Chase			✓
Karbon Homes	✓		
LiveWest Treasury	✓		
Munchener Ruckversicherungs-Ges			✓
Optivo Finance	✓		
Platform HG Financing	✓		
Plus500			✓
Provident Financial			✓
Royal Bank of Canada			✓
Skandinaviska Enskilda Banken			✓
Sovereign Housing Capital	✓		
Standard Chartered		✓	
Toronto Dominion Bank			✓
TP ICAP			✓
Turkiye Garanti Bankasi			✓
Vonovia			✓
Wells Fargo			✓
Wendel Investissement			✓
WM Treasury	✓		
Santé			
Aier Eye Hospital		✓	
Amgen			✓
AstraZeneca			✓
Bayer	✓		
Bormioli Pharma	✓		
Bristol Myers Squibb			✓
CSL		✓	✓
Dentsply Sirona	✓	✓	✓
Fresenius			✓
Gerresheimer		✓	✓
GlaxoSmithKline			✓
McKesson HBOC	✓	✓	
Merck			✓
Novartis			✓
Novo Nordisk			✓

Source : Schroders, 30 septembre 2020.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Pfizer Inc			✓
Roche Holding			✓
Sanofi-Aventis			✓
Swedish Orphan Biovitrum	✓	✓	✓
Thermo-Fisher			✓
Industrie			
ABB		✓	
Alstom	✓	✓	✓
Andritz			✓
Boeing			✓
Bouygues		✓	
Caterpillar			✓
DCC			✓
Deutsche Lufthansa			✓
EasyJet		✓	
Eiffage		✓	
Federal Express			✓
FirstGroup			✓
Gamesa			✓
General Dynamics			✓
Hamakyorex	✓		✓
Honeywell			✓
Husky Injection	✓		
Irish Continental			✓
Jacobs Engineering		✓	
Kion			✓
Knorr Bremse			✓
Lockheed Martin			✓
Mtu Aero Engines			✓
Obayashi		✓	
SHIMIZU		✓	
Siemens			✓
Skanska		✓	
Taisei		✓	
United Parcel Service			✓
United Technologies			✓

Société	E	S	G
Vinci		✓	
Wizz Air			✓
Technologies de l'information			
Adobe Systems			✓
Ansys		✓	
Apple			✓
Aveva			✓
BMC Software	✓	✓	✓
Broadcom			✓
Cadence Design Systems		✓	✓
CD Projekt			✓
Facebook			✓
Fidelity National Information Services			✓
Google		✓	✓
Hexagon	✓	✓	
Infineon			✓
Intel			✓
MasterCard			✓
Microsoft			✓
Nvidia			✓
Oracle			✓
PayPal			✓
Qualcomm			✓
Renishaw			✓
Reply	✓	✓	
Samsung Electronics			✓
SAP			✓
Tencent			✓
Texas Instruments			✓
Ubisoft Entyrtain		✓	
Visa			✓
Wirecard			✓
Matériaux			
BASF			✓
BHP Billiton		✓	
Covestro			✓

Source : Schroders, 30 septembre 2020.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Empresas CMPC	✓		
HeidelbergCement			✓
Orica			✓
Polymetal International	✓		
Rio Tinto		✓	
SIKA			✓
Stora Enso			✓
Voestalpine			✓
Immobilier			
Raven Russia Limited			✓
Services de télécommunications			
AT&T			✓
Deutsche Telekom			✓
Infrastrutture Wireless Italiane			✓
NTT DoCoMo			✓
Turk Telekomunikasyon			✓
Vodafone			✓
Services aux collectivités			
CPFL			✓
E.ON			✓
EDP			✓
Electro Power Systems			✓
RWE			✓

Légende

E - Environnement

S - Social

G - Gouvernance

Source : Schroders, 30 septembre 2020.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Progrès réalisés en termes d'engagements

Cette section montre les progrès réalisés dans le cadre d'engagements historiques. Nous consignons nos activités d'engagement dans notre base de données interne, afin de faciliter le suivi des entreprises dans lesquelles nous investissons. Afin de garantir un suivi efficace, nous fixons un calendrier jalonné d'étapes clés et définissons des objectifs. Nous mesurons ensuite les progrès réalisés au regard de ces éléments et si nécessaire, nous révisons les objectifs en fonction des progrès constatés.

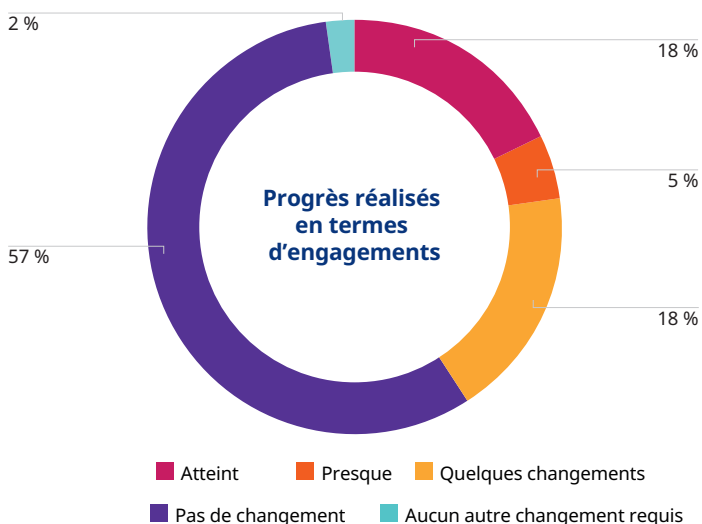
Cinq résultats sont possibles : « Objectif atteint », « Quasi atteint », « Quelques changements », « Statu quo » et « Pas d'autres changements nécessaires » (généralement parce que nous avons vendu la position).

Nous savons qu'il faut du temps pour intégrer les changements demandés dans le processus d'activité d'une entreprise. Nous passons généralement en revue les demandes de changements 12 mois après leur mise en place. Nous continuons ensuite à contrôler les progrès et intensifions notre engagement si nécessaire.

Au troisième trimestre 2019, Schroders a soumis 40 demandes de changement classées en engagements de niveau 1. L'examen de ces engagements au troisième trimestre 2020 a permis de ventiler les progrès réalisés sous forme de graphique circulaire (voir ci-dessous).

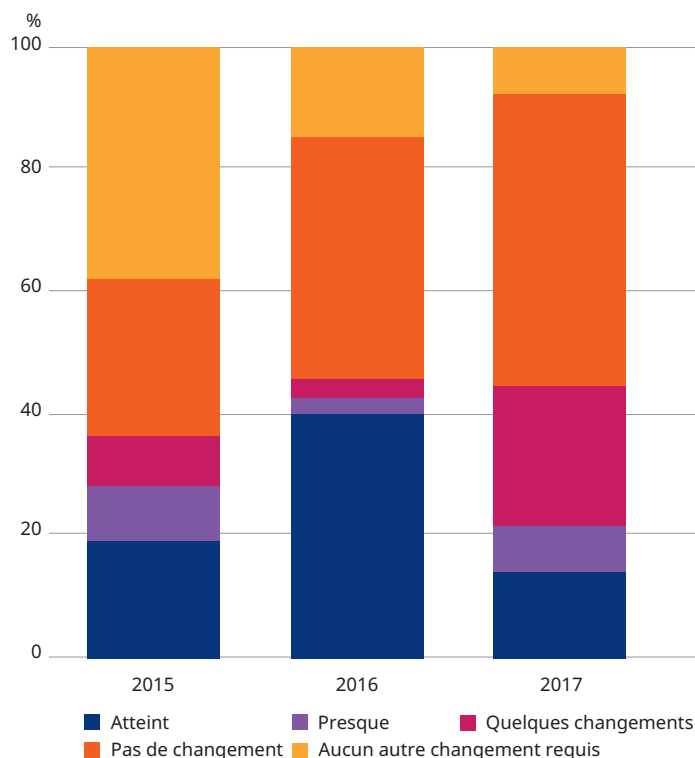
Le graphique à barres ci-dessous montre l'efficacité de notre engagement sur une période de trois ans. D'après notre expérience, il faut au moins deux ans pour qu'une entreprise mette en œuvre les changements demandés, d'où l'omission des données des deux dernières années au sein du graphique.

Progrès en termes d'engagements par rapport au 3e trimestre 2019



Source : Schroders, au 30 septembre 2020.

Efficacité des demandes de changements — période de 3 ans



Source : Schroders, au 31 décembre 2020.



EST. 1804

Schroder Investment Management (Europe) S.A., succursale française

1, rue Euler – 75008 Paris

T +33 1 53 85 85 85

 [schroders.fr](https://www.schroders.fr)

 @SchrodersFR

Informations importantes : ce document exprime les opinions de l'équipe Investissements durables de Schroders et ne représente pas nécessairement les opinions formulées ou reflétées dans d'autres supports de communication, présentations de stratégies ou de fonds de Schroders. Le présent document est à titre informatif exclusivement. Le support n'est pas destiné à représenter une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente de tout instrument financier ou valeur mobilière ou d'adoption d'une stratégie d'investissement. Les informations fournies ne sont pas destinées à constituer un conseil d'investissement, une recommandation d'investissement, ou une recherche d'investissement, et ne prennent pas en compte la situation particulière d'un destinataire. Le support n'est pas destiné à fournir, et ne doit pas être considéré comme un conseil comptable, juridique ou fiscal. Les informations des présentes

sont considérées comme fiables mais Schroders ne garantit ni leur exhaustivité ni leur exactitude. Aucune responsabilité ne peut être acceptée pour des erreurs de fait ou d'opinion. Il convient de ne pas se fier aux opinions et informations du document pour prendre des décisions d'investissement individuel et/ou stratégique. Schroders est responsable du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations sur la façon dont Schroders pourrait traiter vos données personnelles, veuillez consulter notre Politique de confidentialité disponible à l'adresse suivante : www.schroders.com/en/privacy-policy ou sur demande au cas où vous n'auriez pas accès à cette page Web. Publié par Schroder Investment Management (Europe) S.A., 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg. R.C.S. Luxembourg B 37.799. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées. CS2826/Q320FR